

Philippe Lugherini

De Gaulle

Naissance d'un homme d'État

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN : 970-10-359-6705-5

© Philippe lugherini

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre

Je m'apparaissais à moi-même, seul et démuné de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait franchir à la nageⁱ.

ⁱ Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre – L'appel*, Librairie Plon, 1954

Avant-propos

Je ne suis pas historien ; j'ai même cultivé une sottise indifférence à la matière dès lors que les mathématiques assuraient mon baccalauréat.

Pourquoi, après avoir été un cancre de la discipline, s'intéresser à l'histoire française de la Seconde Guerre mondiale ?

J'avais retenu très peu de choses. Et ce peu était d'approximations et de contresens : la guerre avait duré quatre ans ; commencée par une défaite, elle s'était achevée par la victoire des forces françaises et des mouvements de résistance rassemblés derrière un général venu de Londres ; et avec l'aide des Américains sans qui, comme l'avait chanté Michel Sardou, nous serions tous en Allemagne. Un maréchal, qui remplaçait Marianne sur les timbres de l'époque, avait, entretemps, expédié les affaires courantes.

Cette piteuse narration m'a longtemps suffi de culture historique jusqu'à ce qu'elle s'effondre sous les indices et controverses à charge.

Un film sans prétention historique, mais au demeurant excellent, a été le déclencheur. Dans « Le grand carnaval », Alexandre Arcady montre des troupes américaines débarquant en Algérie face à des soldats français davantage disposés à faire contre elles le coup de feu qu'à combattre les Allemands. On y voit ensuite des jeunes hommes, arabes, kabyles, pieds-noirs, commerçants, cultivateurs, artisans, ouvriers... abandonner leur vie ensoleillée pour partir à une guerre

qui ne coïncidait, ni par le temps ni par le lieu, à celle de mon récit.

Je découvrais qu'au même moment, à Oran, Casablanca, Safi ou Fédala, le même débarquement anglo-américain avait donné lieu à d'autres combats, plus longs et plus meurtriers. J'étais d'autant plus sensible à cela que, tant du côté de mon père au Maroc que de ma mère en Algérie, trois générations avaient vécu à quelques kilomètres, voire centaines de mètres, d'évènements aussi importants que Mers el-Kébir, l'opération *Torch*, la conférence d'Anfa, la rivalité entre de Gaulle et Giraud, l'assassinat de Darlan... On ne parlait pas de cela dans la famille, comme si une convention tacite était de ne pas évoquer ces temps où les bons et les méchants n'étaient pas clairement repérés. Six hommes de ma famille, étaient partis combattre depuis le Maroc ou l'Algérie. Quatre en étaient revenus. Celui que j'ai le plus connu avait perdu un bras près du Mont Cassin. Je lui prêtais des sympathies gaullistes ; je fus alors un jour surpris par sa virulente diatribe contre la « Résistance et les planqués de Londres ». Lui s'était engagé dans « l'armée régulière, avec Giraud et Juin, le général pied-noir ». C'était la première fois que j'entendais le nom de Giraud et un tel propos qui fissurait le récit trop simple d'une France unie et engagée contre un seul ennemi. J'oubliais cette scène jusqu'à ce que le personnage de Jean-Pierre Bacri, dans le film d'Arcady, mentionne sa prochaine mobilisation sur décision d'un certain Giraud.

La dimension américaine de l'affaire me fit aller chercher chez Robert Paxton, intellectuel et historien

américain, les premiers fils à tirer ; acte manqué puisque Paxton ne traite pas de l'histoire américaine de cette guerre, mais de la France, plus particulièrement celle de Vichyⁱ. Paxton me fit passer du mythe d'une France libérée par son peuple, avec le concours d'armées alliées, à la réalité documentée d'une France collaborationniste et cobelligérante aux côtés de l'Allemagne. Avec Paxton, parce qu'il la mettait à mal, je découvrais la thèse de Robert Aronⁱⁱ qui attribue à de Gaulle et à Pétain les rôles pareillement essentiels de l'épée qui combat (de Gaulle) et du bouclier qui protège (Pétain). Intrigué par des controverses à propos des analyses, trop abruptes selon certains, de Paxton, je me replongeais dans la période à la recherche de ce qui aurait pu nourrir un jugement moins sévère, un juste milieu entre Paxton et Aron. Non seulement je ne le trouvais pas mais je découvrais que Paxton n'est qu'un parmi tant d'autres à avoir dit pareillement : la France de Vichy a été collaborationniste par le choix assumé de ses dirigeants, Pétain au premier rang, et avec l'assentiment de l'élite économique, administrative, intellectuelle et, dans les premiers temps tout au moins, religieuse.

Pour trouver un contrepoint à Paxton, il y avait Henri Amouroux.

Paxton est linéaire dans ses raisonnements, impitoyable dans ses synthèses et ses conclusions. Amouroux, au contraire, explore longuement la complexité des situations, met celles-ci en perspective

ⁱ Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Éditions du Seuil, 1973 – 1993

ⁱⁱ Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Éditions Fayard, 1954

les unes des autres, éclaire dans toute leur cruauté les choix qui s'offraient aux protagonistes. Son approche présente beaucoup d'intérêt pour celui qui, comme moi, s'aventure dans la période avec un trop léger bagage. Mais souvent, trop souvent, au bout de cette minutieuse restitution de la complexité, Amoureux se retient de conclure pour ne pas se faire juge ; comme si la redoutable complexité des choses ne laissait ni les talents, ni le courage, ni les fautes, ni les lâchetés des uns et des autres, en fléchir encore le cours.

La complexité s'imposait pourtant à tous et, si beaucoup s'y sont laissés enfermer, d'autres en ont secoué le joug.

Les *Mémoires de guerre* de Winston Churchill ouvrent grand la perspective. Il ne s'agit pas de la France dans le conflit mais du conflit mondial dans toutes ses étendues. Churchill n'écrit pas pour son destin personnel déjà bien fixé – il est alors au milieu d'un dernier mandat auquel des soucis de santé vont mettre un terme – mais pour témoigner du rôle immense que l'Empire britannique a tenu. La France de Vichy y apparaît, par contraste, terriblement rétrécie, se tenant à l'écart de la marche du monde, recroquevillée sur la collaboration avec l'Allemagne comme unique ambition.

Les *Mémoires de guerre* de de Gaulle, dans un autre style et pour un autre propos, sont incontournables. De Gaulle y apporte sa vision de l'Histoire, comme il aurait tant voulu qu'elle se déroulât. Dix ans après la guerre, tenaillé par l'envie de revenir aux affaires, il construit un récit pour un destin, le sien, et donc celui de la France

puisqu'il ne les distingue pas. Chaque page le révèle acteur, et même grand faiseur, de l'Histoire.

Des prouesses, parfois des roueries d'écrivain, dressent avec férocité les portraits de ses adversaires, redressent des situations qu'on devine moins claires que ce qu'il en dit. On lit en souriant comment il exécute, d'une seule phrase, le malheureux Jean Monnet dans la narration du dîner d'accueil offert par Giraud à son arrivée à Alger en mai 1943¹. L'habileté et le dessein trop apparents peuvent irriter, mais de Gaulle révèle le sens des choses, dévoile le but qu'il s'était fixé. Il aurait voulu dessiner le monde nouveau autour de quatre empires, britannique, américain, soviétique et français. C'est ce que Churchill, Roosevelt et Staline feront, sans l'Empire français. Les choix de l'armistice en juin 1940, puis de la collaboration, c'est-à-dire les choix de Pétain, assignaient la France dans le camp des vaincus.

Entre de Gaulle et Pétain, il ne s'est pas agi de la rivalité de deux mâles dominants qui naviguaient dans les mêmes eaux pour un même pouvoir, mais du choc de deux visions irréconciliables de la politique, de la guerre et de l'articulation de l'une à l'autre.

De Gaulle avait une vision très classique, « clausewitzienne », de la guerre, continuité de la politique par d'autres moyens. Condition nécessaire, à défaut d'être suffisante, la guerre n'est légitime que si elle a un sens politique. Désespéré par une politique dévoyée qui renonçait à dire le sens, il a entrepris de remettre chaque chose à sa place, la bataille de France

¹ Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre – L'unité*, Librairie Plon, 1956

dans une guerre mondiale et la Politique, au sens le plus noble, en amont de la guerre.

Pétain soumettait la politique à la guerre. Il confondait la politique avec la préparation matérielle, humaine et morale de la guerre. Alors, parce que la République et la démocratie avaient failli à préparer correctement cette guerre, il n'a plus eu de cesse que de les éradiquer pour faire...autre chose... une « autre politique », sur le fondement de cette expertise qu'on lui prêtait dans l'art de faire la guerre. Ce faisant, il a laissé le champ politique, la Politique, comme une terre à l'abandon que les herbes folles ont alors gagnée.

Amouroux a raison sur le point que juger, au sens d'instruire, à charge et à décharge, pour le cas échéant condamner, ne peut être l'affaire que des juges.

Mais dire que tout ne se vaut pas, que tous ne se valent pas, est bien l'affaire de chacun.

*... la responsabilité de ceux-ci et de ceux-là se mesure ici-bas non à leurs intentions mais à leurs actes...Quoi qu'ils aient cru, quoi qu'ils aient voulu, il ne saurait aux uns et aux autres être rendu que suivant leurs œuvres...*ⁱ

ⁱ Charles de Gaulle, Mémoires de Guerre – L'unité, ibid.

Table des matières

Repères	13
Naufrage	19
Charles de Gaulle	25
Philippe Pétain	31
Albert Lebrun	37
Maxime Weygand	39
François Darlan	43
Paul Reynaud	47
L'appel	51
Travail, famille, patrie	81
Des Américains en Afrique du Nord	101
Passage à l'Axe	107
Chef d'État en exil	121
Anfa, Alger, Bayeux	131

Le crépuscule des bruns	153
Paris libéré !	163
Annexes	169
<i>Eleanor Roosevelt et René Cassin</i>	171
<i>Pétain vu par de Gaulle</i>	173
<i>Appel du 18 juin</i>	174
<i>Appel du 22 juin</i>	176
<i>Loi portant statut des juifs</i>	179
<i>Discours de Philippe Pétain le 11 octobre 1940</i>	183

Repères

1939

1^{er} septembre : l'Allemagne envahit la Pologne.

3 septembre : la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

1940

22 mars : Paul Reynaud succède à Édouard Daladier comme président du Conseil.

10 mai : l'Allemagne envahit la Hollande et la Belgique puis franchit les Ardennes françaises.

12 et 13 mai : le front est percé à Sedan.

17 mai : Reynaud nomme Pétain vice-président du Conseil et Maxime Weygand généralissime.

du 27 mai au 4 juin : le corps expéditionnaire britannique rembarque depuis Dunkerque.

6 juin 1940 : de Gaulle est nommé sous-secrétaire d'État à la Guerre.

10 juin : le gouvernement part vers Tours et Bordeaux.

16 juin : Reynaud démissionne ; Pétain est appelé à former un nouveau gouvernement ; il demande l'armistice.

17 juin : de Gaulle part pour Londres.

18 juin : premier appel de Londres.

22 juin : armistice franco-allemand.

3 juillet : une escadre britannique attaque la flotte française ancrée à Mers el-Kébir.

10 juillet : les parlementaires accordent les pleins pouvoirs à Pétain à l'effet d'établir une nouvelle constitution.

11 et 12 juillet : par quatre « actes constitutionnels », Pétain s'attribue les pouvoirs exécutif et législatif et désigne Laval comme son « dauphin ».

22 juillet : la loi portant examen des naturalisations est promulguée.

26 août : le gouverneur Félix Éboué annonce le ralliement du Tchad à la France Libre.

27 août : le Cameroun rallie la France Libre.

28 août : le Congo et l'Oubangui-Chari rallient la France Libre.

5 septembre : Weygand est écarté du gouvernement et nommé délégué général en Afrique française.

23 et 24 septembre : à Dakar, de Gaulle et les Britanniques échouent à faire basculer l'Afrique Occidentale Française dans le camp de la France Libre.

3 octobre : la première loi portant statut des juifs et interdictions d'exercer certaines professions et responsabilités est promulguée.

22 octobre : Pétain rencontre Hitler à Montoire et s'engage « résolument » dans la collaboration.

27 octobre : de Gaulle désigne Brazzaville comme capitale de la France Libre et publie le manifeste de Brazzaville qui dénonce l'illégalité du gouvernement de Vichy.

12 novembre : Leclerc et Koenig prennent de force le Gabon. De Gaulle nomme Félix Éboué gouverneur de l'Afrique Équatoriale Française Libre.

13 décembre : Pétain renvoie Laval et nomme Pierre-Etienne Flandin vice-président du Conseil.

1941

9 février : Flandin démissionne et Darlan lui succède comme vice-président du Conseil.

Mars : le Commissariat aux questions juives est créé.

Avril : Darlan propose une union douanière entre l'Empire français et l'Allemagne.

3 avril : coup d'État antibritannique de Rachid Ali en Irak.

11 mai : Darlan rencontre Hitler à Berchtesgaden, met les bases aériennes de Syrie et les stocks d'armes qui s'y trouvent à disposition des armées allemandes.

28 mai : Darlan et Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, signent les « Protocoles de Paris ».

Juin et juillet : la guerre de Syrie oppose les Britanniques et les Français libres aux Français de Vichy.

21 juin : les Forces françaises libres entrent dans Damas.

14 juillet : les Britanniques et les Français de Vichy signent l'armistice de Saint-Jean d'Acre.

Août : Roosevelt et Churchill signent la charte de l'Atlantique, ouverte à la signature de tous les pays

adversaires de l'Axe ; ni la France de Vichy ni la France Libre ne sont invitées à rejoindre cette alliance.

Novembre : Weygand est rappelé en métropole.

20 novembre : le général Alphonse Juin succède à Weygand dans sa fonction de commandant en chef des forces d'Afrique du Nord.

7 décembre : Pearl Harbor.

8 décembre : entrée en guerre des États-Unis.

20 décembre : Juin est à Berlin pour préparer une entrée en guerre aux côtés de l'*Afrikakorps* de Rommel.

1942

18 avril : Laval succède à Darlan.

27 mai au 11 juin : bataille de Bir Hakeim : les Français libres s'illustrent par une résistance héroïque et décisive qui permet le repli des unités britanniques.

1^{er} juillet au 27 juillet : première bataille d'El Alamein qui stoppe la marche de l'*Afrikakorps* vers l'Égypte et Suez.

23 octobre 3 novembre : Les Alliés emportent une victoire décisive lors de la seconde bataille d'El Alamein et détruisent l'*Afrikakorps*.

8 novembre : un corps expéditionnaire anglo-américain débarque en Afrique du Nord. C'est l'opération *Torch*.

14 novembre : Darlan prend la direction de l'Empire.

24 décembre : Darlan est assassiné.

26 décembre : le général Henri Giraud succède à Darlan.

1943

Février : conférence d'Anfa (Casablanca) : de Gaulle et Giraud se rencontrent sous le patronage de Roosevelt et Churchill.

30 mai : de Gaulle arrive à Alger pour co-présider le Comité de Libération nationale avec Giraud.

Juillet : tournée américaine de Giraud à l'invitation de Roosevelt.

25 juillet : Mussolini est arrêté sur l'ordre de Victor Emmanuel III qui nomme le maréchal Pietro Badoglio pour lui succéder.

8 septembre : armistice italienne. L'Italie bascule dans le camp allié.

Septembre : libération de la Corse.

Septembre : Giraud quitte le Comité de libération nationale ; de Gaulle reste seul à la tête.

13 octobre : l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne.

1944

Avril : Pétain se fait acclamer à Paris où il s'est rendu pour une messe à la mémoire des victimes des bombardements alliés.

Avril : le Comité de libération nationale devient le Gouvernement provisoire de la République française.

Mai : Juin parvient à déborder les lignes allemandes au sud du Mont Cassin et ouvre la route de Rome aux Alliés.

6 juin : débarquement en Normandie.

Juillet-août ; les Allemands exfiltrèrent le gouvernement Laval et Pétain vers l'Allemagne.

15 août : débarquement en Provence.

19 au 25 août : libération de Paris par la résistance intérieure et la 2^e DB.

1945

26 avril : Pétain rentre en France après avoir refusé l'asile politique en Suisse. Il est arrêté à la frontière française.

7 mai : l'armée allemande capitule devant les Alliés à Reims.

8 mai (ou 9 mai en heure russe) : l'armée allemande capitule devant les Alliés et l'Union Soviétique à Berlin.

15 août : Pétain est condamné à mort ; la peine est commuée en détention à perpétuité.

9 octobre : Pierre Laval est condamné à mort et fusillé le 15 octobre.

Naufrage

Le 10 mai 1940, huit mois après les déclarations de guerre de la France et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, huit mois de cette drôle de guerre pendant laquelle il se passe peu de choses sur le sol français, les Allemands déclenchent leur offensive en envahissant la Belgique et la Hollande.

Le commandement français croit reconnaître la manœuvre allemande de 1914 et porte le meilleur de ses troupes en Belgique pour la contrer. Les *panzerdivisions* s'engouffrent alors à travers les forêts des Ardennes, réputées infranchissables, les traversent en quelques heures et coupent les troupes françaises de leurs arrières.

Le sort de la bataille de France est scellé. Comprenant qu'il ne peut reprendre le dessus, le

commandement français n'a plus de cesse que d'obtenir l'arrêt des combats. Cette guerre n'est plus celle des militaires mais celle des politiques qui l'ont déclarée inconsidérément en 1939. Que ces politiques se débrouillent donc pour faire cesser leur guerre si mal engagée aux côtés d'un allié que le commandement français n'apprécie guère et contre un ennemi qu'il ne parvient pas à détester.

Il y a deux moyens juridiques d'arrêter une bataille, la capitulation, de tout ou partie de l'armée, ou l'armistice. La capitulation est une reddition qui laisse le conflit se poursuivre sur les autres territoires, avec les autres forces dont dispose le pouvoir politique. L'armistice est une convention politique qui met fin aux hostilités sans acter la défaite de l'armée, au moins dans son principe. La reconnaissance de la défaite de l'armée étant inenvisageable, le commandement français exige un armistice politique.

Le généralissime Gamelin est sacrifié et désigné comme le grand responsable de cette défaite. Son adjoint, le général Georges, sauve provisoirement son poste et sa réputation à la faveur des désaccords qu'il a eus avec Gamelin et de son amitié personnelle avec Churchill. Le général Weygand est rappelé du Levant¹, où il commande les troupes françaises, pour succéder à Gamelin.

Il annule immédiatement la contre-offensive que Gamelin vient d'ordonner et part dans un

¹ La Syrie et le Liban étaient alors sous mandats français.